

**Ego-récits de l'intégration :
deux itinéraires de déportés
au Kazakhstan soviétique**

Isabelle Ohayon

Ego-récits de l'intégration : deux itinéraires de déportés au Kazakhstan soviétique
Slovo, vol. 47, Presses de l'Inalco, 2016

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01493835>

Les **Presses de l'Inalco** publient des ouvrages scientifiques et des revues qui associent aires culturelles et champs disciplinaires. Elles diffusent les bonnes pratiques éditoriales définies par BSN.

EXIGENCE DE QUALITÉ avec des évaluations en double aveugle ;

OPEN ACCESS : diffusion internationale et ouvrages toujours disponibles ;

LICENCES D'ÉDITION SOUS CREATIVE COMMONS pour protéger les auteurs et leurs droits ;

PUBLICATIONS MULTISUPPORTS ET ENRICHISSEMENTS sémantiques et audio-visuels ;

MÉTADONNÉES MULTILINGUES : titres, résumés, mots-clés.

L'offre éditoriale s'organise autour de collections aires géographiques (AsieS, EuropeS, AfriqueS, MéditerranéeS, TransAires, AmériqueS, OcéanieS) et de séries correspondant à des regroupements disciplinaires (langues et linguistique, sciences humaines et sociales, arts et lettres, sciences politiques, économiques et juridiques, oralité, traduction).

Les **Presses de l'Inalco** éditent de nombreuses revues : *Cahiers balkaniques*, *Cahiers de littérature orale*, *Cipango*, *Cipango – Japanese studies*, *Études océan Indien*, *Études finno-ougriennes*, *Mandenkan*, *Slovo*, *Sociétés Plurielles*, *Yod*.

Slovo

Le discours autobiographique
à l'épreuve des pouvoirs
Europe - Russie - Eurasie

Numéro coordonné par
Catherine POUJOL

inalco

PRESSES

Volume 47 – Année 2016

Rédactrices en chef

Catherine GÉRY

Marie VRINAT-NIKOLOV

Comité scientifique

Tatiana AFANASSIEVA (université de Saint-Pétersbourg, Russie), Marie-Christine AUTANT-MATHIEU (CNRS), Marco BUTTINO (université de Turin, Italie), Anne-Victoire CHARRIN (Inalco), Boris CZERNY (université de Caen), Catherine GÉRY (Inalco), Konstantin KOKLOV (université de Saint-Pétersbourg, Russie), Marlène LARUELLE (George Washington University, USA), Hélène MÉLAT (CEFR Moscou/université Paris IV), Sébastien PEYROUSE (George Washington University, USA), Catherine POUJOL (Inalco), Catherine SERVANT (Inalco), Marie VRINAT-NIKOLOV (Inalco), Marc Weinstein (université de Provence Aix-Marseille).

Bureau éditorial

Gérard ABENSOUR (ENS Lyon – Inalco), Christine BONNOT (Inalco), Anne-Victoire CHARRIN (Inalco), Boris CZERNY (université de Caen), Catherine GÉRY (Inalco), Catherine POUJOL (Inalco), Jean RADVANYI (Inalco), Dominique SAMSON NORMAND DE CHAMBOURG (Inalco), Catherine SERVANT (Inalco), Eva TOULOUZE (Inalco), Marie VRINAT-NIKOLOV (Inalco).

Édition

Nathalie BRETZNER

Maquette

Marion CHAUDAT pour Studio Topica

Illustration de couverture

© Clédia FOURNIAU

Maquette de couverture

Nathalie BRETZNER

Ce numéro a été réalisé avec Métopes, méthodes et outils pour l'édition structurée XML-TEI développés par le pôle Document numérique de la MRSH de Caen.

Slovo est disponible en ligne : <http://slovo.episciences.org>

CC-BY-NC-SA 4.0 2016, © Presses de l'Inalco
2, rue de Lille – 75343 Paris Cedex 07 – France
ISSN : 0183-6080 - ISBN : 978-2-858312351

Ego-récits de l'intégration : deux itinéraires de déportés au Kazakhstan soviétique

Isabelle Ohayon
CNRS/CERCEC

Les récits de soi présentés ici¹ ont été sollicités et recueillis dans le cadre d'un projet portant sur la mémoire des « Européens » déportés en URSS durant la séquence qui commence avec la signature du Pacte germano-soviétique en 1939 et se termine avec la mort de Staline en 1953². Ces récits sont des témoignages oraux qui ont trouvé à se dire à l'occasion d'entretiens sollicités par une équipe de chercheurs et qui n'avaient pas jusqu'alors été partagés, sinon dans le cercle privé. Les circonstances de leur production doivent être envisagées comme partie

1. Historienne, chargée de recherche au CNRS, Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC), EHESS, Paris. Auteure d'une thèse sur la sédentarisation des Kazakhs, la famine et la collectivisation au Kazakhstan, elle travaille sur l'histoire sociale et politique de l'Asie centrale russe et soviétique. URL : <http://www.cercec.fr/isabelle-ohayon.html> ; Contact : isabelle.ohayon@cnrs.fr

2. Les deux récits présentés ici ont été recueillis au mois de septembre 2009, dans la ville de Karaganda au Kazakhstan, dans le cadre d'un projet du Centre d'Étude du monde Russe, Centre-Européen et Caucasien (CNRS-EHESS), dirigé par Marta Craveri et Alain Blum et financé par l'ANR en partenariat avec RFI portant sur la mémoire des « Européens » déportés en URSS après les annexions consécutives au pacte germano-soviétique en 1939 et/ou pendant la Seconde Guerre mondiale et ses suites entre 1941 et 1953. L'entretien avec Andreï Ozerovski, d'une durée de 5 h 30 a été conduit par Isabelle Ohayon et Elena Zimovina, historienne démographe de l'université d'État de Karaganda, celui avec Konstantin Tekinidi, d'une durée d'1 h 20 a été mené par Juliette Denis, historienne spécialiste du stalinisme et de la Seconde Guerre mondiale et Elena Zimovina. Sur le projet et ses résultats voir : <http://museum.gulagmemories.eu/>

prenante de ces constructions narratives. Si l'oralité permet une sophistication moindre de la mise en scène de soi que l'écriture autobiographique, elle n'est pas dénuée d'efficacité performative. Les deux hommes dont les ego-récits vont être abordés ici, l'un Polonais de Volhynie, l'autre Grec de la mer Noire, ont tous deux des interprétations de leurs trajectoires, parfois douloureuses, qui, en conclusion, mettent en avant leur intégration et leur enracinement dans la société soviétique du Kazakhstan. La façon dont ils racontent leur itinéraire peut alors être considérée non seulement comme un témoignage sur une époque donnée, mobilisable pour l'historien, mais aussi comme une technique de subjectivation qui advient à un moment où le silence qui prévalait avant est rompu et où le sujet peut se construire dans le récit.

Andreï Ozerovski³ est né en 1914 à Loutsk, chef-lieu de Volhynie en Pologne orientale. Il y a reçu une éducation bourgeoise aux côtés de son père, fonctionnaire de l'administration polonaise et de sa mère qui travaillait comme employée de cantine. Il y fait brillamment son lycée et part pour Varsovie en 1931 commencer des études à l'institut polytechnique. Mais ces années universitaires sont pour lui celles de la rencontre avec les réalités politiques de l'Europe de l'entre-deuxguerres. Il est témoin de la montée du nationalisme polonais et des émeutes antijuives organisées par les étudiants et désapprouve ces mobilisations au point de quitter l'université. Dans sa province d'origine, aux confins du pays, il vivait aux côtés des Juifs et des Ukrainiens et dit n'avoir jamais éprouvé de ressentiment à l'égard de quiconque. Parti de l'institut polytechnique, il se forme à la photographie et exerce alors un métier qui le plonge dans le monde insouciant des bals, des mariages et des événements heureux. Jusqu'en 1939 où l'invasion allemande le pousse à rentrer dans sa ville natale.

Konstantin Tekinidi est né en 1934 à Maïkop, capitale de la région administrative des Adygués dans le Caucase russe à quelques dizaines de kilomètres du littoral de la mer Noire. Ses parents, Grecs pontiques de Crimée nés en territoire ottoman qu'ils fuient en 1906, orthodoxes pratiquants, travaillaient comme petits employés des usines soviétiques de Maïkop et menaient une vie communautaire, rythmée par le calendrier religieux grec et les fêtes familiales. Son père, victime des grandes purges, est fusillé en 1938 pour motif d'espionnage. Konstantin a 8 ans quand il est déporté au Kazakhstan avec sa mère et ses deux sœurs aînées en 1942 dans le cadre de la politique de déplacement systématique mise en œuvre par l'État

3. Ce témoignage reprend des éléments partiellement publiés dans : Isabelle OHAYON, « Faire sa place en silence », in Alain BLUM, Marta CRAVERI, Valérie NIVELON, *Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag*, Paris, Autrement, 2012, p. 132-144.

soviétique à l'égard des peuples soupçonnés de collaboration potentielle avec l'ennemi nazi, notamment au Caucase et dans les régions riveraines de la mer Noire.

Ozerovski passe les années de guerre dans les environs de Loutsk où il devient instituteur de village, alors même que la région est le théâtre de bouleversements multiples. À la suite du pacte germanosoviétique, la Pologne orientale passe en effet sous domination soviétique à partir de 1940. Le NKVD prend le contrôle de la Volhynie et déporte massivement la population ethniquement polonaise de cette province de confins. Quand l'Allemagne nazie rompt le pacte Molotov-Ribbentrop et envahit la Volhynie, la violence décuple : à l'extermination des juifs s'ajoutent les massacres anti-polonais perpétrés par les bandes nationalistes ukrainiennes de l'UPA. Andreï Ozerovski, Polonais dans une société qui devient progressivement majoritairement ukrainienne, est témoin de ces atrocités mais sa mémoire tient à distance cet épisode. Tout en évoquant l'incendie des maisons polonaises, la disparition de ses voisins juifs, il affiche une certaine fascination pour la sanguinaire guérilla ukrainienne. Ses propos renvoient de lui une image contradictoire.

Quand il est interpellé au début du mois de juin 1944, c'est au motif de son activisme antisoviétique. Au moment de l'arrivée de l'Armée rouge en Volhynie, désormais annexée à la République soviétique d'Ukraine, il dit avoir accueilli avec espoir les libérateurs soviétiques et s'être présenté aux autorités militaires afin de servir dans les régiments rouges. Il souhaitait réaliser ainsi un projet qui lui avait été refusé après son lycée, celui de servir dans l'armée. Quand il se présente au commandement de l'Armée rouge pour s'engager, l'officier lui dit : « Viens, tu vas recevoir une formation de lieutenant. » Ils sont trois dans le cas d'Andreï. Ils suivent les militaires, longtemps, sur des routes de campagnes.

« Où allons-nous ?

Marchez, marchez ! Ne pensez pas à fuir ou on tire. »

Ils sont conduits en prison, dans une bâtisse située dans une clairière au beau milieu de la forêt. Andreï Ozerovski subit un interrogatoire en forme. Il fait nuit, il se plie à la procédure : déshabillage, bain, prises des empreintes... Le capitaine, chef de la section spéciale, énumère les articles du Code pénal soviétique en vertu desquels il peut être accusé. Poliment. Il retient l'article 581a qui correspond à son cas : civil, traître à la patrie. Il prendra dix ans de camp.

« Vas-y, pose-moi des questions ! » rétorque Andreï. Il s'assoit sur un tabouret, les mains sur les genoux, projecteur dans les yeux. Les détails propres au genre ne manquent jamais dans le talentueux récit offert par Andreï Ozerovski.

« Vous alliez combien de fois à la Kommandantur ?

— Quelle Kommandantur ? L'allemande ? Il n'y en avait pas chez nous. [En fait, si, mais pas à Lutsk, dans un village, à 40 km de là, confirme-t-il en aparté.]

— Une fois par mois ? Qu'est-ce que vous faisiez comme rapport ?

— On recevait chaque mois un papier pour avoir de la farine, 10 kilos pour ma mère, 10 kilos pour moi.

— C'était que pour la farine ? Moi, j'ai un papier qui me dit le contraire. Quel genre de rapport faisiez-vous ? »

On ne saura pas le fin mot de cet échange. Ozerovski allait peut-être au rapport, mais à quel titre ? Il reste silencieux sur sa conduite pendant la période d'occupation. Une cinquantaine d'années de vie dans la société soviétique lui ont appris qu'il fallait taire, crime suprême, toute relation avec les nazis. Qui est-il celui qui, Polonais de Volhynie, déplore la montée de l'antisémitisme, n'est pas concerné par la déportation des fonctionnaires polonais par le NKVD, soutient les Ukrainiens et accueille favorablement les Soviétiques ?

La guerre entre dans la vie de Konstantin Tekinidi avec l'arrivée des régiments militaires soviétiques dans Maïkop et le passage des avions audessus de la ville. L'enfant est subjugué par ce spectacle. Il reproduit des modèles miniatures des chasseurs de l'Armée rouge. Comme d'autres, il saisit toutes les occasions pour approcher les soldats, les aviateurs et les marins. « L'un d'eux m'avait appelé et donné un morceau de sucre, ce qui était une denrée rare, je me souviens encore de son regard. » Mais bientôt, l'armée allemande est aux portes de la région de Maïkop, au début de l'année 1942, Konstantin se souvient du bruit des bombardements et de la peur de sa mère. « On est venu nous chercher la nuit, on nous a demandé de rassembler nos affaires, pas plus de 40 kg. Ma mère était terrifiée, avec 3 enfants, elle a préparé en hâte ce qu'elle pouvait. L'un des gars, un type sympa, a dit : ma tante, prenez ça – c'était un bidon de 10 litres d'huile végétale –, ça vous aidera et aussi la machine à coudre, – c'était une Singer. On nous a ensuite installés dans des wagons de marchandises, sans rien nous donner, ni eau ni nourriture. Les conditions étaient insalubres : on était entre 60 et 100 personnes par wagon, les gens étaient malades, mourraient. Ma mère était reconnaissante à l'agent du NKVD qui lui avait conseillé de prendre des provisions. On partageait avec les autres. On attendait que le train s'arrête – en pleine steppe –, certainement sur une voie de garage pour laisser passer un autre convoi. Certains se dépêchaient de descendre, prenaient des briques, faisaient du feu avec du papier pour les chauffer et préparaient une kacha (une bouillie de blé) dans une casserole. C'était à peine prêt que le train redémarrait et tout le monde se précipitait pour repartir, et on recommençait. On se ravitaillait en eau dans les gares, mais trop rarement. On ne nous avait pas dit où on allait. »

« Nous sommes arrivés au Kazakhstan à la fin du mois d'août 1942. Nous avons été conduits en charrettes dans le district de Nura en plein centre des steppes kazakhes, à une trentaine de kilomètres au sud de Kievka. Nous étions une soixantaine de familles, des Grecs, des Arméniens, des Russes. Les Kazakhs nous

ont bien accueillis ; on s'est installé dans des maisons en briques crues, comme les leurs. » Konstantin et sa famille vont vivre dès lors sous le statut de « déplacés spéciaux » qui est alors attribué aux personnes déportées à titre collectif dans des régions jugées inhospitalières, qu'elles sont censées coloniser et mettre en valeur, tout en étant assignées à résidence.

L'arrestation d'Andreï Ozerovski inaugure pour lui un douloureux périple qui le mènera dans la colonie pénitentiaire de Briansk, puis au Kazakhstan dans le camp du Karlag et enfin dans celui du Steplag, au cœur des steppes kazakhes.

Son souvenir de la période passée à Briansk entre 1944 et le moment de son départ pour le Kazakhstan en 1947 est des plus pénibles. Il est affecté à des travaux de construction et vit un quotidien très rude. Il n'y a pas de logement en dur, aucune condition d'hygiène ; les hommes dorment à même le sol à la merci du froid, de la pluie, de la neige. « Les hommes tombaient comme des mouches », rapporte Andreï Ozerovski. Les épidémies ravagent le contingent de détenus, Ozerovski tombe lui-même très malade et souffre de la faim. « Les rations de pain étaient misérables : 400 grammes par jour d'une pâte cuite, faite de différentes farines. Parfois, on ne savait pas ce que c'était que cette masse grise, du pain fabriqué avec de la boue, du plastique ? »

À tel point que sa déportation vers le Karlag lui apparaît comme une aubaine. Il mange enfin, il dort sur une couchette, il est soigné, la charge de travail qu'on lui impose par jour tient compte de son état de santé. « Je tire très bas mon chapeau au Karlag. S'il n'y avait pas eu le Karlag, ça ferait longtemps que je ne serais plus sur cette terre. Par rapport à Briansk, c'était incomparable ! » dit-il, reconnaissant, quand il évoque son arrivée au Kazakhstan. « Je souffrais de cécité nocturne, j'avais le scorbut, une bronchite chronique, j'étais dans un état d'épuisement avancé. J'aurais pu y rester, je tombais malade tout le temps, j'avais aussi une inflammation du myocarde. »

La vie au Karlag, qui est une étape transitoire dans son itinéraire de détenu du Goulag, lui laisse un souvenir qu'on peut qualifier d'heureux. Le camp de Karaganda qui s'étend autour de la ville emploie les *zeks*⁴ principalement à des travaux agricoles. Andreï ne travaille aux champs que quatre heures par jour au lieu des onze ou douze assignés aux prisonniers en bonne santé. Les quelques mois de son séjour lui laissent ainsi le temps de se rétablir et sa bonhomie lui attire vite la sympathie du personnel. Pendant la saison des moissons, il est assigné aux moyettes : il doit couper les tiges de céréales, les rassembler en gerbes et les disposer dans les champs de façon à protéger les récoltes des intempéries. Lui, comme bien

4. Abréviation du terme de détenu, nom donné aux prisonniers du Goulag.

d'autres, manifeste une fierté teintée de tendresse envers le travail sur les moissonneuses-batteuses. La vie aux champs est l'occasion pour Andreï et ses compagnons de camp de glaner quelques grains de blé et de confectionner des galettes de pain avec les moyens du bord : on moule à la force du poignet entre deux grosses pierres, et l'on obtient du feu en frottant des morceaux de bois. « On n'avait pas le droit d'avoir des allumettes, alors on faisait comme les premiers hommes ! » précise Andreï en riant. Le commandant passe par là, un jour où les prisonniers cuisent une galette.

« — Citoyen commandant !, dit Ozerovski. [On disait « citoyen » pour s'adresser aux gens : citoyen commandant, citoyen instructeur...] »

— Je peux goûter votre pain ?, demande le commandant au lieu de les tancer. »

« C'était vraiment un type en or, ce commandant ! » Ozerovski recueille alors la faveur de nombreux employés du Karlag.

L'un des officiers de l'administration du camp l'embauche comme précepteur pour sa fille et lui fait ainsi gagner quelques sous. En ces temps d'après-guerre, où les disettes affectent toutes les régions d'Union soviétique, le régime du Karlag ne lui paraît pas difficile. « Eh oui, au Karlag on vivait, ça n'était pas pire que dans le monde libre ! » Mais cet intermède ne dure pas. Au mois d'août 1948, il part purger le reste de sa peine au Steplag, dans ce « camp spécial » isolé dans la steppe aride qui est adossé à l'un des plus grands gisements de cuivre d'URSS. Six ans de travail à la mine qui vont forger cet homme.

Le Steplag est l'un des grands complexes pénitentiaires et industriels construits après 1948. Il était destiné à accueillir exclusivement des prisonniers politiques purgeant des peines de plus de cinq ans et employés à des charges particulièrement dures. Certains des prisonniers des camps spéciaux ont un statut officiel de « forçat », « katorjan » ou KTR, selon le vocabulaire administratif. Comme le dit Ozerovski, « On nous a envoyés à Djezkazgan, au Steplag. Ah, le Steplag, ça n'est pas le Karlag ! Là-bas, c'est le bagne. On m'a envoyé chez les KTR, ceux qui en avaient pris pour 15 ou 20 ans de camp. Je me souviens de mon numéro, 783, il était cousu au dos de ma veste matelassée. Là, c'était un autre monde : les mines, les convois sous escorte, les postes de garde, les cellules cadennassées, les fenêtres grillagées, les pots de chambre en commun... La plupart étaient des KTR. Nous, on était des prisonniers à régime ordinaire, mais malgré cela nous travaillions dans la même brigade, c'était le même camion qui nous conduisait à la mine. Je n'ai jamais vraiment compris de quoi j'étais accusé pour en arriver là. Je n'avais pas lu le papier que m'avait fait signer le juge d'instruction quand je me suis fait arrêter. »

La vie au Steplag est physiquement pénible. Le travail dans les mines de cuivre à ciel ouvert, mais aussi le régime disciplinaire est éprouvant. Il y avait un homme tchéchène, réprimé comme de nombreux Caucasiens soupçonnés de collabo-

ration avec l'ennemi allemand, qui partageait le baraquement d'Ozerovski, un homme âgé qu'Andreï aimait bien. Un matin, il s'est sauvé. « Une balance est allée le dénoncer aux chefs. » Quand ils sont allés voir dans la baraque, Ozerovski se précipitait pour sortir. Il allait chercher ses varenki, ses bottes de feutre, qu'il faisait sécher la nuit à côté du poêle qui se trouvait dans la salle des douches. Interprété comme une tentative de fuite, son pas rapide lui a valu d'être accusé de complicité. Il a pris ainsi plusieurs mois de BUR, « de baraque à régime sévère ». Il a brisé des pierres dans une carrière de mai à septembre 1952, sous le soleil brûlant de la steppe. Mais à nouveau, Ozerovski s'accommode de la situation. Quand on lui a proposé de réintégrer la « zone générale », l'enceinte du camp où se situaient les baraquements normaux, et de repartir travailler à la mine, il ne s'est pas montré très enthousiaste. « Dans la BUR, je mangeais mes six auges de kacha par jour, j'étais mieux là que dans la zone générale. »

Il repart temporairement à la mine mais parvient vite à obtenir une « planque ». Il devient en effet magasinier en chef de l'entrepôt de produits frais, ce qui dans les camps est une place de premier choix. La maîtrise du stock des céréales et des fruits et légumes met Andreï dans une position de responsabilité et lui permet en même temps quelques largesses... Personne n'était dupe. Tout type de trafics avait cours à ces postes-là, même si les surveillants fouillaient tous les *zeks* employés aux entrepôts à la fin de chaque journée. Il n'était pas question de cacher la moindre pomme de terre sous sa chemise... en principe. Ozerovski prenait la succession d'un homme condamné pour détournement à grande échelle des denrées en faveur du personnel du camp. En comparaison, sa ponction quotidienne sur le stock faisait pâle figure : une patate par ci, une pomme par là. De surcroît, il s'était lié d'amitié avec le surveillant – diadia Mitia, oncle Mitia, l'appelaient –, qui fermait les yeux sur ses petits larcins. « Certains surveillants étaient des hommes adorables. Diadia Mitia, par exemple : sa femme me préparait des petits feuilletés. Il fallait bien qu'ils fassent leur boulot. »

Konstantin Tekinidi, qui a 8 ans en 1942, vit la période de guerre dans le village de déplacement spécial de *Kazagorodok* arrimé au kolkhoze « Tchkalov », en pleine steppe. C'est un moment de douleur et de désarroi pour la famille car Sofia, sa sœur aînée née en 1923, souffre de la tuberculose. Dès leur arrivée, elle s'embauche néanmoins comme comptable à la station de machines-tracteurs du kolkhoze, tandis que Pépina, sa sœur cadette âgée de 16 ans, est rapidement envoyée dans la ville de Karaganda dans le contingent de « l'Armée du travail », système de travail forcé mis en place durant la guerre pour tirer profit des peuples déportés au bénéfice des besoins du front. Le quotidien de la famille est compliqué par la maladie de Sofia. Dans son journal intime que Konstantin a conservé, qu'elle écrit durant les derniers mois de sa vie, c'est à la fois l'ennui qui s'exprime

et la fatigue insurmontable provoquée par la tuberculose. Sofia s'oblige à partir travailler mais est régulièrement clouée au lit par la fièvre et la toux. Elle est prise d'une terrible mélancolie, se plaint à toutes les pages de la vacuité des jours qui passent, de la rigueur de l'hiver kazakh, de ce pays glacial qu'elle maudit d'autant plus qu'elle se rappelle la douceur du climat de la mer Noire. Au peu d'amis et de divertissement s'ajoutent des disputes régulières avec sa mère. Konstantin se rappelle pourtant qu'il avait fallu tout vendre pour soigner Sofia, jusqu'aux nappes et aux petits vêtements d'été. Sofia meurt en 1943. « Nous l'avons enterrée au cimetière orthodoxe d'Ivanovka à 15 kilomètres de Kievka. Nous n'avions pas de quoi lui faire un cercueil. Nous l'avons mise en terre, comme ça », se rappelle Konstantin Tekinidi. « J'étais seul avec ma mère, ce 31 mai, Pépina était mobilisée aux travaux de l'arrière. Nous avons marché 15 km aller 15 km retour, sans rencontrer personne. Nous n'avons vu absolument personne sur le chemin : ni chèvres, ni chevaux, ni voitures. À cette époque, elles étaient toutes réquisitionnées pour l'effort de guerre comme tous les véhicules mécanisés. Ma mère voulait rester, assise, sur la tombe. Je l'ai tirée, il fallait qu'on parte. On avait plusieurs heures de marche devant nous, il y avait les loups, la nuit, je n'arrivais pas à la tirer. » « Comme l'a bien décrit ma sœur Sofia dans son journal, c'était difficile pour nous de passer de la ville à la campagne. Il y avait des déportés allemands⁵ avec nous, puis en 1944, sont arrivés les Tchétchènes. Tout le monde survivait, il n'y avait pas d'animosité entre nous, entre les nationalités. Il y avait aussi des Juifs, des Ingouches, on allait tous ensemble à l'école. C'était bien sûr une période de famine. L'été 1944, avec ma mère, on ramassait des épis. Je me suis mis à pêcher dans la Nura. J'attrapais pas mal de poissons, ça marchait bien pour moi. Je les échangeais contre du lait, de l'ayran, et même du blé. On s'en sortait d'une manière ou d'une autre. »

« En 1945, Pépina est partie s'installer à Karaganda pour travailler comme comptable dans une institution. Elle avait fait jouer les relations qu'elle s'était faites quand elle était à l'armée du travail. Elle voulait nous prendre avec elle. En principe, aucun de nous ne pouvait se déplacer, on était assigné à résidence. Mais Pépina a négocié avec le chef de la milice, un certain Mazhura. Un jour, elle nous a envoyé une voiture et on est parti comme ça, sans prévenir. Nous avons d'abord habité chez des amis de Pépina puis nous avons trouvé un appartement dans la périphérie de Karaganda. »

La fin du séjour d'Ozerovski au Steplag a des accents de légèreté, notamment grâce aux assouplissements consécutifs à la mort de Staline en 1953. Quoi qu'il en

5. Il s'agit des Allemands de la Volga, présents en Russie depuis le XVIII^e siècle, et déportés par mesure de prévention dès l'entrée en guerre de l'URSS en juin 1941.

soit, l'heure de la libération approche. Le 3 juin 1954, Andreï Ozerovski a purgé ses dix ans de peine. Il est convoqué avec quelques autres. Ils prennent le train, accompagnés d'un surveillant du camp, pour la ville de Karaganda.

« On a passé le premier jour dans la vieille ville. On était déjà libres. Pendant une demi-journée, on est allés dans les magasins, au marché. Et on a commencé à se débarrasser de nos affaires du camp, on a déposé tous nos vêtements en tas, par terre, sur le sol, dans la gare. Personne n'allait s'aviser de s'en approcher. Pourtant, ça n'est pas les petits voyous qui manquaient dans la gare de Karaganda, mais les gens savaient que c'était des affaires de *zek*, ils avaient peur de les toucher. [...]

Ensuite, on nous a conduits au bureau du KGB. L'immeuble affichait l'enseigne d'une institution commerciale, quelque chose dans ce goût-là. Mais en réalité c'était bien le KGB. On a rempli des papiers, on a accompli des formalités diverses. Puis on nous a emmenés à Maykoudouk, dans un quartier de mineurs au nord-est du centre-ville. Là-bas, on nous a installés dans des baraquements où vivaient encore les prisonniers de guerre japonais et allemands. La cantine était très bien. Un responsable nous a convoqués et nous a fait signer des papiers. Dans le premier document, nous apprenions que nous étions assignés à résider dans la région administrative de Karaganda et que nous devons impérativement demander une autorisation pour toute sortie de ce territoire jusqu'à nouvel ordre. Dans le second, nous devons déclarer que nous ne parlerions pas du Goulag, sous peine de se reprendre de la taule. Nous n'avions pas le droit de parler du camp. »

Malgré ce silence, on chuchotait, selon les mots d'Orlando Figes⁶ –, de tout côté ; du côté des kolkhoziens, quand Ozerovski et les autres lagerniki du Steplag sont arrivés dans le sovkhoze de Telman de la région de Karaganda. « Ce sont d'anciens *zeks* », c'est la phrase qu'Andreï Ozerovski a pu entendre dans le sovkhoze dans lequel il a été assigné après avoir purgé sa peine. Oui, lui et ses compagnons de camp effrayaient les gens du village. Pouvaient-ils leur vendre du lait sans risque d'être volé ? Laisser le linge sécher au soleil et les poules en liberté dans les jardins ?

« Un jour, on voulait acheter du lait dans l'échoppe du sovkhoze. On nous avait donné un peu d'argent à notre libération. Il y avait deux bonnes femmes qui nous répondirent que soi-disant elles n'en avaient pas. Un gars à côté est intervenu : ce ne sont pas des voyous, donnez-leur du lait. »

S'intégrer dans la société soviétique après un retour du Goulag revenait pour beaucoup à faire leurs preuves et à retrouver une dignité par les actes. D'abord dans l'immédiat retour du camp, puis dans la construction professionnelle. Il fallait avoir intériorisé une certaine culpabilité pour chercher réparation ; en tout

6. Orlando FIGES, *les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Denoël, 2009.

cas avoir conscience de l'image de culpabilité renvoyée par ce statut aux autres personnes du monde libre.

Andreï Ozerovski et un certain nombre de prisonniers du Steplag avaient été envoyés dans ce sovkhose du nom de Telman parce qu'il participait à la grande opération de mise en valeur agricole des « terres vierges » du nord du Kazakhstan. À ce titre, il accueillait aussi de nombreux komsomols mobilisés pour les grands travaux commandités par Khrouchtchev. Ces derniers se montraient particulièrement méfiants envers les anciens lagerniki. « Ils nous fuyaient comme la peste », dit Andreï. Un dimanche, en se promenant, Ozerovski et l'un de ses compères trouvèrent un portefeuille près de la rivière. Il contenait des papiers : un passeport, une carte d'adhérent aux komsomols, un poutiovka (un coupon de voyage organisé) et 180 roubles. Ils se rendirent au club où les jeunes dansaient, où l'on passait des films. Postés là dans la salle, ils attirèrent des regards désobligeants. Deux filles tchétchènes vinrent néanmoins leur proposer à boire.

« — Hé, les filles, Vous n'avez pas peur de nous ?, leur demande Ozerovski.

— Non, pourquoi ça ?, rétorque l'une d'elles.

— Parce que tout le monde a peur de nous ici.

— Non, nous savons bien que vous êtes des êtres humains.

Ozerovski regardait autour de lui les komsomols qui bombaient leur torse, et se souvenant de la photo du passeport trouvé, s'adressa à un jeune garçon.

— C'est toi Seabriouk ?

— Oui, pourquoi ?, répondit le garçon apeuré.

— Tu es bien distrait, tu ne fais pas très attention à tes affaires. Ce sont bien tes papiers ? Il montrait le portefeuille.

— Diadia, où les avez-vous trouvés ?

— Où les as-tu perdus ? Près de la rivière ? Il tendait les papiers.

— Oh, merci, diadia, mais gardez l'argent, s'il-vous-plaît.

— Je ne suis pas un misérable. Pourquoi aurais-je besoin de ton argent ? Garde-le, tu en feras meilleur usage.

— Diadia, venez nous voir de temps en temps. »

« C'est ainsi qu'ils se sont mis à nous regarder d'un autre œil. Ils ont compris. »

En 1956, Andreï Ozerovski part s'embaucher à la mine à Karaganda. Lors de son passage par le sovkhose, il a rencontré son épouse et une fille est née de leur mariage. La perspective de la ville charbonnière de Karaganda s'impose pour cet homme qui garde un souvenir fort et gratifiant des mines de cuivre du Steplag. Il aime profondément la mine, le labeur. « Aujourd'hui, dit-il dans son vieil âge, si c'était à refaire, j'irais travailler à la mine. Certes, il y a des explosions, on peut y perdre la vie, c'est dur, oui. Mais aujourd'hui, comme je serais heureux de revoir la mine, ne serait-ce qu'une demi-heure. J'aime regarder les mineurs. Je me suis très fortement attaché à la mine. »

La mine, c'est le lieu où se rencontrent les figures de la nouvelle société soviétique : les anciens prisonniers libérés, koulaks, déportés, ennemis du peuple, mais aussi les travailleurs venus gagner les salaires les plus élevés de la hiérarchie ouvrière. Dans cet univers où tous viennent d'ailleurs, où chacun a un passé trouble, « personne ne m'a rien demandé », dit Ozerovski. « À la mine, on ne parlait pas du passé. Quand je suis entré à la mine, le directeur m'a demandé : alors, tu vas prendre ta carte du Parti ? » « J'ai répondu : bien sûr ». « Un an plus tard, j'ai reçu mon appartement et je l'ai rendue », ajoute-t-il en riant et en faisant de la main un geste de dédain. Et le silence s'est imposé à tous jusqu'aux années 1980, un consensus silencieux autour des destins tragiques, de la culpabilité engendrée par les répressions, s'est construit dans cette ville. On savait sans transmettre. C'était la condition pour s'intégrer à la société soviétique. Au milieu des années 1970, Ozerovski avait fait le voyage vers sa région natale d'Ukraine occidentale, espérant y trouver une bonne oreille. « Ferme la fenêtre. On peut nous entendre », lui avait dit sa cousine, lors de sa visite, « On ne parle pas de ça ici. » Les visages qu'il avait reconnus lors de son passage dans les rues du village étaient restés impassibles face à ses salutations. Il avait pensé pouvoir raconter son histoire à ce qu'il restait des siens.

Konstantin Tekinidi entre en 1951 à l'institut technique de minéralogie de Karaganda. Il étudie dans le département de traitement des minerais quand survient la mort de Staline. « Je me souviens, c'était terrifiant. Tout le monde pleurait, on avait tous tellement grandi dans l'idée du génie de cet homme, que nous avons été pris d'une grande anxiété. Nous ne savions pas comment vivre après cela, comment envisager l'avenir. Plus tard, quand je travaillais, – j'étais déjà allé à Moscou pour des compétitions sportives, j'avais plus d'expérience –, j'ai compris. » Konstantin part, en 1955, faire son service militaire. Il est affecté à un régiment de marine dont le port d'attache se trouve à Tallinn en Estonie. Sur le navire dans lequel il sert, il devient secrétaire du komsomol et cherche bientôt à prendre sa carte du Parti. « En connaissance de cause, j'avais prévenu mes supérieurs que mon père avait été arrêté par le NKVD et fusillé en 1938, ce qui excluait mon adhésion au Parti. Avec ma hiérarchie, on a demandé à l'administration militaire de la région de la mer Noire une enquête sur mon père, qui n'a pas trouvé de trace de lui et a répondu qu'il n'avait pas été fusillé. J'ai réécrit plus tard à l'administration régionale qui a fini par m'envoyer une attestation de réhabilitation, en 1968, trente ans après la mort de mon père, sur laquelle on pouvait lire qu'il avait été injustement inculpé d'espionnage pour le compte de l'Angleterre, alors qu'il n'était qu'un simple ouvrier-boulangier. » Konstantin Tekinidi, pendant son service dans la flotte de la Baltique en 1957, obtient finalement sa carte du Parti, un an après le XX^e Congrès du Parti Communiste d'URSS durant lequel

Khrouchtchev dénonce les crimes de Staline et décide la réhabilitation des peuples punis. « J'étais communiste, dit-il, j'ai été éduqué loin de la religion. » « Nous avons eu des problèmes au début à cause de notre statut de déplacés spéciaux. Ma sœur n'a pas été admise à l'école de formation des maîtres en 1952. Moi, j'ai dû passer deux fois le concours pour l'institut technique. »

De retour de l'armée, Konstantin Tekinidi poursuit ses études à l'institut polytechnique de Karaganda puis s'inscrit en doctorat à Moscou et devient ingénieur spécialiste des systèmes d'approvisionnement en eau et des canalisations. Il dirige, dès la fin de sa formation en 1974, le laboratoire de protection de l'environnement de l'institut de prospective et de construction minière de Karaganda. Dans les années 1960 et 1970, quelques rares Grecs du Kazakhstan parmi les 30 000 déplacés par Staline, repartent vers la mer Noire et en particulier pour Odessa. Konstantin et Pépina se sont établis à Karaganda, cette dernière est directrice adjointe du comité de la ville pour le commerce. Il était alors possible de refaire le voyage à Maïkop, de circuler assez librement sur le territoire de l'URSS. « Ma mère avait beaucoup d'amies, comme elle, rendues veuves par la répression. Quand j'ai amené ma mère à Maïkop, la première fois, elle était déjà malade. Nous sommes allés chez l'une de ses amies grecques, compagne de déportation, qui avait réussi à rentrer en 1966. Elle avait épousé un Russe qui s'était débrouillé pour chasser les gens qui vivaient là, dans la maison familiale de sa femme. Il avait été beaucoup décoré pendant la guerre et il avait joué là-dessus. J'y ai conduit ma mère deux fois, dit Konstantin, pour qu'elle voie. » Avec sa mère qui s'éteint, c'est le monde grec de la mer Noire qui disparaît pour lui. Son attachement à la culture grecque sera canalisé par l'ouverture à la Grèce après la chute de l'URSS où Konstantin se rendra quatorze fois : les programmes d'aide à la diaspora par l'État grec, la volonté de renouer avec la langue de la part des enfants de déportés, l'espoir d'émigrer seront autant de moteurs pour les Grecs du Kazakhstan pour réinventer leur patrimoine. Konstantin, qui s'est marié avec une femme russe avec qui il a deux filles, préside l'association des Grecs de Karaganda et s'investit beaucoup dans l'enseignement de la langue et la promotion des fêtes. Mais comme il le dit lui-même, il n'y a là rien de puriste : très peu vont à l'église mais les fêtes restent des occasions de se réunir, de chanter et de danser ensemble. Les mariages mixtes sont la règle parmi les jeunes adultes de cette communauté, bien davantage que chez les Kazakhs ou les Coréens, affirme-t-il. Konstantin est aujourd'hui secrétaire scientifique de l'Académie des sciences de l'écologie et de la sécurité des activités humaines, il a obtenu le titre d'académicien du Kazakhstan en 2009, ses filles vivent respectivement à Kiev et à Cologne. Son itinéraire soviétique, celui de ses enfants – typiques des trajectoires postsoviétiques – s'inscrit dans le monde polymorphe des déplacés et de leurs descendants, dans lequel chacun trouve sa place voire parvient à s'élever, dans une quête où il faut conjurer les stigmates.

Comme d'autres villes industrielles créées *ex nihilo*, Karaganda tient une place particulière dans l'histoire des répressions soviétiques. Dès sa fondation dans les années 1930 avec le programme d'industrialisation accéléré lancé par Staline, cette cité minière accueille des ouvriers de toutes origines sociales et politiques : paysans fuyant les campagnes affamées, koulaks, prisonniers politiques ou détenus de droit commun envoyés au Karlag, camp du Goulag créé en 1931, peuples punis déportés durant la Seconde Guerre mondiale et manœuvres en quête d'emploi. Beaucoup travaillent à la mise en valeur des gisements de charbon qui ont donné son armature à la ville : trois artères mènent du centre aux quartiers des mineurs, le cœur de Karaganda est séparé des faubourgs par des *no man's land* dont les terrils forment le seul horizon. Les anciens *zeks* côtoient les déplacés spéciaux dans une société où chacun tait son ancien statut, les conditions et les motifs de sa déportation au Kazakhstan : traîtres à la patrie, ennemi du peuple, dékoulakisés. Comme le raconte Andreï Ozerovski, il était interdit de parler du Goulag. Dans le même temps, les hiérarchies établies par le travail et les gratifications soviétiques s'appliquent tout autant ici qu'ailleurs : les mineurs disposent des salaires parmi les meilleurs d'URSS, les dispositifs d'encadrement soviétiques de la jeunesse, des vacances, des loisirs jouent leur rôle intégrateur. Même le Parti qui devient plus accessible durant la période brejnévienne⁷ incorpore potentiellement de nombreux aspirants, en dépit de leur passé familial. Personne ne peut se prévaloir d'une antériorité à Karaganda, – pas de reproduction sociale possible ici avant les années 1970 –, tous doivent faire leur place.

Bibliographie

Cahiers du monde russe, n° 54/12 et 54/34, 2013 : « L'expérience soviétique à son apogée – Culture et société des années Brežnev ».

Orlando FIGES, *les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Denoël, 2009.

Isabelle OHAYON, « Faire sa place en silence », in Alain BLUM, Marta CRAVERI, Valérie NIVELON, *Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag*, Paris, Autrement, 2012, p. 132-144.

7. Sur la pacification de la vie sociale sous Brejnev, voir les *Cahiers du monde russe*, n° 54/12 et 54/34, 2013 : « L'expérience soviétique à son apogée – Culture et société des années Brežnev ».

Résumé : deux hommes, déportés au Kazakhstan durant la Seconde Guerre mondiale, rapportent leur expérience respective. En dépit des grandes difficultés qu'ils rencontrent – détention au Goulag, assignation à résidence, stigmatisation administrative, conditions matérielles précaires – ils racontent l'histoire de leur intégration réussie dans la ville de Karaganda. Ces deux itinéraires donnent à voir comment s'agence, dans une ville minière d'Asie centrale, une société soviétique particulière, composée de proscrits et de groupes ethniques différents.

Abstract: Two men, deported in Kazakhstan during the World War II, recount their respective experiences. Despite the great difficulties they encountered – detention in gulag, house arrest, administrative stigmatization, precarious material conditions of life- they report the story of their successful integration in the city of Karaganda. These two itineraries are providing a grassroots understanding of the articulation between diverse ethnic groups and banned people, which make up a specific soviet society in this mining town of Central Asia.

Абстракт: Двое мужчин, депортированные в Казахстан во время второй мировой войны, рассказывают о своем жизненном опыте. Несмотря на тяжелые моменты, которые они пережили - заключение в лагере, административная ссылка, политическая стигматизация, небезопасные условия жизни- они оба поведают о том, как они успешно устроились в городе Караганда, найдя свое место в обществе. Эти две траектории свидетельствуют о том, как в таком шахтовом городе как Караганда, сформировался некий советский социум, составленный из разнообразных изгнанников сталинского времени и приезжавших этнических групп.